

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Acheteur

Etat, Ministre de la Transition écologique, de l'Energie, du Climat et de la Prévention des risques
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts-de-France

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts-de-France, par l'arrêté de délégation du préfet de la région Hauts-de-France signé le 5 février 2024

Objet de la consultation

RN42 - Mise à 2x2 voies - Etudes préalables à la déclaration d'utilité publique et mise en œuvre de l'enquête publique

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 22 novembre 2024 à 11h00 (heure locale de l'adresse de l'acheteur)

Table des matières

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1 Définition de la procédure.....	3
2.2 Décomposition en tranches et en lots.....	3
2.3 Nature de l'attributaire.....	3
2.4 Variantes.....	3
2.5 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	4
2.6 Cadre de la négociation.....	4
2.7 Délai de réalisation.....	4
2.8 Modifications de détail au dossier de consultation.....	4
2.9 Délai de validité des offres.....	4
2.10 Propriété intellectuelle.....	4
2.11 Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	4
2.12 Clauses sociales et environnementales.....	4
ARTICLE 3 DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	4
3.1 Solution de base.....	5
3.1.1 Documents fournis aux candidats.....	5
3.1.2 Composition de l'offre à remettre par les candidats.....	5
3.1.3 Fourniture de maquettes ou de prototypes.....	7
3.1.4 Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	7
3.2 Variantes.....	7
ARTICLE 4 SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	7
4.1 Sélection des candidatures.....	7
4.2 Jugement et classement des offres.....	8
4.3 Note critère prix.....	8
4.4 Note critère technique.....	8
4.5 Note globale.....	8
4.6 Autres conditions.....	8
ARTICLE 5 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	9
5.1 Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	9
5.2 Copie de sauvegarde sur support physique électronique.....	9
5.2.1 Remise de la copie de sauvegarde.....	9
5.2.2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde.....	10
ARTICLE 6 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	10

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations concernent :

La présente consultation concerne la production des études préalables à l'enquête publique, l'élaboration de l'étude d'impact, la réalisation du dossier d'enquête publique et la mise en oeuvre de l'enquête publique

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Département du Pas-de-Calais

ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

2.2 Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

2.3 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2.4 Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2.5 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

2.6 Cadre de la négociation

Sans objet.

2.7 Délai de réalisation

Le(s) délai(s) d'exécution est/sont fixé(s) dans l'acte d'engagement.

2.8 Modifications de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.10 Propriété intellectuelle

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

2.11 Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2.12 Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique :

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale :

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Les livrables seront transmis sous format dématérialisé mais deux exemplaires papiers seront nécessaires à l'archivage. Le papier sera écolabellisé.

Concernant les réunions de revues, elles se feront par visioconférence dans la mesure du possible sauf dans le cas de sujets techniques complexes.

ARTICLE 3 DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité

non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur. Toutefois cette dernière se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3.1 Solution de base

3.1.1 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le bordereau des prix ;
- La/Les pièce(s) non contractuelle(s) destinée(s) au jugement de l'offre :
 - Le détail estimatif ;

3.1.2 Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'avis de marché.

dans un autre sous dossier :

A - Un projet de marché :

- **L'acte d'engagement** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- **Le bordereau des prix**

B - Les documents explicatifs :

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- Présentation du candidat et de l'équipe projet : le candidat présentera l'entreprise dans son ensemble (effectifs, moyens, domaines d'intervention) ainsi que l'organisation retenue pour le marché :

- l'organigramme nominatif avec identification des prestations confiées à chaque intervenant, CV de chaque intervenant et leurs relations au sein de l'équipe projet.
 - les compétences dans le domaine des études d'ingénierie routière, de trafic, de socio-économie, environnementale et de communication ;
 - la liste des connaissances antérieures que le candidat compte utiliser dans le cadre de l'exécution du présent marché ;
 - en cas de groupement ou de sous-traitance, les mêmes informations, ainsi qu'une présentation des entreprises sont également attendues pour les cotraitants ou sous-traitants identifiés, mais l'organigramme devra alors être commun et couvrir l'ensemble des intervenants.
- Une note de synthèse du candidat présentant sa compréhension de l'opération et de ses enjeux, et justifiant le prix des prestations au regard de l'étendue de la mission, son degré de complexité, l'importance des études et leur complexité.
 - Notes méthodologiques : le candidat indiquera les méthodes de travail qu'il souhaite appliquer pour chaque prestation du CCTP, en détaillant les étapes de réalisation comme les données supplémentaires qu'il envisage de mobiliser ; notamment :
 - la description de la méthodologie que le candidat envisage pour analyser et appréhender la lecture critique des études réalisées et établir un nouveau programme d'investigation selon les études à conserver, à actualiser ou à réitérer ;
 - la description de la méthodologie que le candidat envisage pour appréhender les études à réaliser en relation avec les comités techniques et pilotages liés aux attentes et besoins des acteurs notamment l'agriculture et les riverains ;
 - fournir un planning général optimisé des parties techniques à réaliser, comprenant l'enchaînement et l'extrapolation :
 - des études,
 - des validations AMO,
 - des dates de réunions, des comités techniques et des comités de pilotage (article 2.2 du CCTP),
 - éventuellement des points d'arrêt envisagés avec la maîtrise d'ouvrage,
 - des périodes d'instructions (AE, audit sécurité, CIS, enquête publique, mise à jour...),
 Ce planning comprendra une analyse sommaire des risques de la compréhension de l'opération par le candidat ;
 - Volet « Communication » :
 - la description de la méthodologie que le candidat envisage d'adopter pour réaliser le plan de communication de l'opération notamment l'enquête publique, l'appui technique pour le bon déroulement de chaque phase pour assurer les réunions publiques,
 - la description de la méthodologie que le candidat envisage d'adopter pour réaliser les différents supports de communication. À toute fin utile, le candidat pourra présenter des exemples de supports déjà réalisés par ses soins dans le cadre d'opération similaires, un planning général de la communication ainsi qu'un détail de l'investissement du candidat pour chaque phase au regard de sa compréhension du projet.
 - Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ) : le candidat rédigera un plan d'assurance de la qualité comprenant :
 - Une analyse des principaux enjeux et risques du marché (qualité des données d'entrée, précision des méthodes de travail proposées, éléments extérieurs inconnus à ce stade) ;
 - Les éventuelles dispositions prises à l'échelle de l'entreprise qui contribueront au contrôle qualité des prestations ;
 - Les contrôles internes et externes spécifiques au marché pour assurer le contrôle qualité ;
 - l'organisation du travail, le fonctionnement, les échanges avec les sous-traitants.

C - Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :

- **Le détail estimatif ;**

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre de la décomposition du prix global forfaitaire.

3.1.3 Fourniture de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3.1.4 Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-7.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. A défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

3.2 Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4 SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

L'acheteur commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

4.1 Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4.2 Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 à L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

L'acheteur examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'acheteur.

Critère d'attribution	Pondération
la qualité de la proposition technique sera examinée au regard des documents explicatifs	60 %
Le critère prix sera apprécié au vu du détail estimatif renseigné	40 %

4.3 Note critère prix

La note correspondant au critère prix (Npi) sur 20 points est évaluée de la manière suivante :

$$\text{Note prix} = 20 \times (\text{offre minimale}) / (\text{offre du candidat})$$

4.4 Note critère technique

La note correspondant au critère technique (Nvt) sur 20 points est déclinée comme suit :

Sous critères	Nombre de points
Présentation de l'équipe projet et du candidat	2
La note de synthèse (<i>compréhension de la commande</i>)	3
La note méthodologique	11
Le volet « Communication »	2
Le Plan Assurance Qualité (<i>PAQ</i>)	2

4.5 Note globale

La note globale (Ni) sur 20 points est obtenue par la formule suivante :

$$\text{Ni} = (\text{Npi} \times 0,40) + (\text{Nvt} \times 0,60)$$

dans laquelle :

- **Npi** : note attribuée au critère prix ;
- **Nvt** : note attribuée au critère « valeur technique ».

4.6 Autres conditions

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, l'acheteur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

L'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique.

5.1 Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent à l'acheteur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence SMI-UN-RN42-DUP.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé .

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'acheteur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5.2 Copie de sauvegarde sur support physique électronique

5.2.1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

DREAL des Hauts-de-France
PAM - Monsieur Olivier BURY
44 rue de Tournai - CS 40259
59019 LILLE

Copie de sauvegarde pour : RN42 - Mise à 2x2 voies - Etudes préalables à la déclaration d'utilité publique et mise en œuvre de l'enquête publique

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5.2.2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([\[http://www.marches-publics.gouv.fr\]](http://www.marches-publics.gouv.fr)) sous la référence précisée au 5-1 .

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.